

# MARCHÉS PUBLICS DE TRAVAUX

**Commune de Biganos**

-

**52, avenue de la Libération**

**33380 Biganos**

**Tél. 05 56 03 94 50**



**RÉALISATION DE TRAVAUX DE TRANSFORMATION ET  
D'AGRANDISSEMENT DE LA BUVETTE DE LA HALLE DU  
MARCHÉ POUR LE COMPTE DE LA VILLE DE BIGANOS  
(33380)**

**N° de marché**

2	0	1	8	-	0	5
---	---	---	---	---	---	---

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**

## **SOMMAIRE**

### **Article premier – Objet de la consultation - Dispositions générales**

- 1.1 – Objet du marché - Emplacements
- 1.2 – Décomposition en tranches et lots
- 1.3 – Conduite d'opération
- 1.4 – Maîtrise d'œuvre
- 1.5 – Contrôle technique
- 1.6 – Coordination pour la sécurité et la protection de la santé
- 1.7 – Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)
- 1.8 – Redressement ou liquidation judiciaire

### **Article 2 – Pièces constitutives du marché**

- 2.1 – Pièces particulières
- 2.2 – Pièces générales

### **Article 3 – Prix du marché**

- 3.1 – Caractéristiques des prix
- 3.2 – Modalités de variation des prix
- 3.3 – Répartition des dépenses communes et compte prorata

### **Article 4 – Clauses de financement et de sûreté**

- 4.1 – Garantie financière
- 4.2 – Avance

### **Article 5 – Modalités de règlement des comptes**

- 5.1 – Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement
- 5.2 – Approvisionnements
- 5.3 – Tranches conditionnelles
- 5.4 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants

### **Article 6 – Délai d'exécution - Pénalités et Primes**

- 6.1 – Délai d'exécution des travaux
- 6.2 – Prolongation du délai d'exécution
- 6.3 – Pénalités pour retard - Primes d'avance

### **Article 7 – Caractéristiques des matériaux et produits**

- 7.1 – Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits
- 7.2 – Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

### **Article 8 – Implantation des ouvrages**

- 8.1 – Piquetage général
- 8.2 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

### **Article 9 – Préparation et coordination des travaux**

- 9.1 – Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
- 9.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier
- 9.3 – Plan d'assurance qualité
- 9.4 – Registre de chantier

### **Article 10 – Études d'exécution**

## **Article 11 – Installation et organisation du chantier**

- 11.1 – Installations de chantier
- 11.2 – Emplacements mis à disposition pour déblais
- 11.3 – Signalisation des chantiers
- 11.4 – Application de réglementations spécifiques

## **Article 12 – Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

- 12.1 – Gestion des déchets de chantier
- 12.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux
- 12.3 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux
- 12.4 – Documents à fournir après exécution
- 12.5 – Travaux non prévus

## **Article 13 – Réception des travaux**

- 13.1 – Dispositions applicables à la réception
- 13.2 – Réception partielle et prise de possession anticipée
- 13.3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

## **Article 14 – Garanties et assurances**

- 14.1 – Délais de garantie
- 14.2 – Garanties particulières
- 14.3 – Assurances

## **Article 15 – Résiliation du marché**

## **Article 16 – Dérogations aux documents généraux**

## **Article premier – Objet de la consultation - Dispositions générales**

### **1.1 – Objet du marché - Emplacements**

La présente consultation concerne **la réalisation de travaux de transformation et d'agrandissement de la buvette de la halle du marché pour le compte de la Ville de Biganos (33380).**

**Lieu(x) d'exécution** : place du marché - 33380 Biganos.

**Dispositions générales** : La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Technique Particulières (CCTP) et Communes (CCTC) n° 2018-05 et, le cas échéant, par le CCTG-Travaux.

### **1.2 – Décomposition en tranches et lots**

La présente consultation est présentée en lot unique.

### **1.3 – Conduite d'opération**

La conduite de l'opération est confiée aux Services Techniques de la Ville de Biganos et plus particulièrement à son représentant désigné (Ville de Biganos - Services Techniques – Bureau d'Études - 236, avenue de la Côte d'Argent - 33380 Biganos).

### **1.4 –Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**Cabinet VACHERON  
78, rue Lagrua  
33260 La Teste De Buch  
Tél. 05 56 54 68 80**

### **1.5 – Contrôle technique**

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement

### **1.6 – Coordination pour la sécurité et la protection de la santé**

Le CSPS sera désigné ultérieurement

### **1.7 – Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC)**

Sans objet.

### **1.8 – Redressement ou liquidation judiciaire**

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## **Article 2 – Pièces constitutives du marché**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après.

### **2.1 – Pièces particulières**

- l'Acte d'Engagement (AE), et ses éventuelles annexes ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Technique Communes (CCTC) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- les plans ;
- le mémoire technique du titulaire ;
- le calendrier d'exécution des travaux ;
- la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire ;
- le ou les actes spéciaux de sous-traitance, et leurs avenants le cas échéant.

### **2.2 – Pièces générales**

- le Cahier des Clauses Administratives Générales - Travaux (CCAG-Travaux) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Générales - Travaux (CCTG- Travaux) ;
- les Documents Techniques Unifiés (DTU).

## **Article 3 – Prix du marché**

### **3.1 – Caractéristiques des prix**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application des prix unitaires selon les stipulations de chaque Acte d'Engagement.

### **3.2 – Modalités de variation des prix**

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat.

Les prix sont fermes actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la ou les formules suivantes :

$$C_n = I(d-3) / I_0$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_{d-3}$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence  $I$ , sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

Les index de référence  $I$ , publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Écologie du Développement durable, des Transports et du Logement sont les suivants :

Index	Libellé
BT01	Tous corps d'état

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué ; l'actualisation définitive, sur la base des valeurs finales de références, interviendra au plus tard trois mois après la publication de ces valeurs.

### 3.3 – Répartition des dépenses communes et compte prorata

Sans objet.

## Article 4 – Clauses de financement et de sûreté

### 4.1 – Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00% du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Il ne sera par contre pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

### 4.2 – Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'Acte d'Engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (02) mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00% d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00% du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00% du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché avec les particularités détaillées à l'article 122 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

## **Article 5 – Modalités de règlement des comptes**

### **5.1 – Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 13.1 du C.C.A.G.-Travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

Les demandes de paiement seront établies en un original et trois (03) copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé;
- le détail des prix unitaires (les prix unitaires ne sont jamais fractionnés pour tenir compte des travaux en cours de d'exécution) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients d'actualisation des prix ;
- le montant, éventuel des primes ;
- le remboursement des débours incombant au Maître de l'ouvrage dont l'entrepreneur a fait l'avance, le cas échéant ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**Ville de Biganos**  
**Service des Finances**  
**52, avenue de la Libération**  
**33380 Biganos**

Le délai global de paiement du marché interviendra conformément au délai indiqué dans la réglementation en vigueur.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

#### 5.2 – Approvisionnements

Sans objet.

#### 5.3 – Tranches optionnelles

Sans objet.

#### 5.4 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments de l'article 122 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.
- Modalités de paiement des sous-traitants direct :
  - ♦ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
  - ♦ Le titulaire a quinze (15) jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
  - ♦ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
  - ♦ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - ♦ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
  - ♦ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.



- ♦ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :
  - ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
  - ♦ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'Acte d'Engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du C.C.A.G.-Travaux.

## **Article 6 – Délai d'exécution - Pénalités et Primes**

### 6.1 – Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé dans le cadre de l'Acte d'Engagement.

### 6.2 – Prolongation du délai d'exécution

Aucune stipulation particulière.

### 6.3 – Pénalités pour retard - Primes d'avance

Concernant les pénalités journalières de retard, les stipulations suivantes seront appliquées :

- 250 € de pénalité par jour calendaire de retard ;
- 100 € de pénalité par jour d'absence aux réunions de chantier.

**Il n'est pas prévu de prime d'avance.**

## **Article 7 – Caractéristiques des matériaux et produits**

### 7.1 – Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le Cahiers des Clauses Techniques Particulières n° 2018-05 fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par les Cahiers des Clauses Techniques Particulières n° 2018-03 lots 1 et 2.

### 7.2 – Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objets du marché dans les conditions suivantes : voir CCTP 2018-05.

## **Article 8 – Implantation des ouvrages**

### **8.1 – Piquetage général**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire.

Le coût du piquetage est compris dans les prix du marché.

### **8.2 – Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Il est à la charge de l'entreprise si les réseaux ont été identifiés lors de la D.I.C.T.

## **Article 9 – Préparation et coordination des travaux**

### **9.1 – Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation d'une durée de trois (03) semaines, comprise dans le délai d'exécution des travaux.

**Le délai d'exécution des travaux part de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.**

### **9.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé ni aucun plan de prévention ne sont à prévoir pour cette opération.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

Si toutefois l'entreprise fait appel à des sous-traitants, une mission C.S.P.S sera mise en place conformément à la législation en vigueur.

### **9.3 – Plan d'assurance qualité**

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

### **9.4 – Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu pour chaque lot dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **Article 10 – Études d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées nécessaires pour le début des travaux, sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre avant tout début d'exécution.

Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours après leur réception.

La fourniture de tous ces documents est effectuée dans les conditions de l'article 29.1.4 du C.C.A.G.-Travaux.

La liste des documents à remettre par l'entreprise est détaillée au chapitre 36 (Études techniques – Plans d'exécution) des clauses communes du CCTP n° 2018-03 lots 1 et 2.

## **Article 11 – Installation et organisation du chantier**

### **11.1 – Installations de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du C.C.A.G.-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **11.2 – Emplacements mis à disposition pour déblais**

Les déblais sont à évacuer hors de l'emprise du chantier à la charge de l'entreprise.

### **11.3 – Signalisation des chantiers**

Conformément à l'article 31.6 du C.C.A.G.-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière. La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions suivantes : voir CCTP n° 2018-03 lots 1 et 2.

### **11.4 – Application de réglementations spécifiques**

Sans objet.

## **Article 12 – Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **12.1 – Gestion des déchets de chantier**

Conformément à l'article 36 du C.C.A.G.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du Maître de l'ouvrage en tant que « producteur » de déchets et du titulaire en tant que « détenteur » de déchets pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste « producteur » de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ces interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **12.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

### **12.3 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux, à la charge du titulaire, seront effectués dans les conditions suivantes : voir CCTP n° 2018-05.

#### 12.4 – Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du C.C.A.G.  
Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.  
Il est à noter que tous les réseaux enterrés seront levés « fouilles ouvertes » et à la charge du prestataire.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une pénalité égale à 250,00 Euros par jours de retard sera appliquée sur les sommes dues au titulaire.

#### 12.5 – Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

### **Article 13 – Réception des travaux**

#### 13.1 – Dispositions applicables à la réception

Concernant la réception, les stipulations du C.C.A.G.-Travaux s'appliquent.

#### 13.2 – Réception partielle et prise de possession anticipée

Sans objet.

#### 13.3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Sans objet.

### **Article 14 – Garanties et assurances**

#### 14.1 – Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

#### 14.2 – Garanties particulières

Sans objet.

#### 14.3 – Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## **Article 15 – Résiliation du marché**

Seules les stipulations du C.C.A.G.-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée par tranche notifiée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00%.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés par la réglementation en vigueur ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à la réglementation en vigueur, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## **Article 16 – Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations aux C.C.A.G.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

- l'article 6.3 déroge à l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux ;
- l'article 9.1 déroge à l'article 28.1 du C.C.A.G Travaux ;
- l'article 12.4 déroge à l'article 20.2 du C.C.A.G Travaux.

À  
Le

**Lu et approuvé**

*(cachet de l'entreprise & signature de la personne habilitée)*